



Alexandre Lodez succède à Étienne Michel ©DR

ALEXANDRE LODEZ :

un observateur audacieux au service de l'enseignement catholique

ARNAUD MICHEL

Au début de ce mois de novembre, le SeGEC a accueilli son nouveau secrétaire général, Alexandre Lodez. *Entrées libres* vous propose de découvrir son parcours, quelques traits de sa personnalité mais aussi son sentiment sur les grands enjeux pour l'enseignement en général et pour l'enseignement catholique en particulier. Rencontre avec un personnage franc, direct et sans langue de bois.

Alexandre Lodez, pourriez-vous vous présenter en quelques mots ?

« Je suis papa de 4 enfants, qui sont maintenant tous en couple. Je serai bientôt grand-père pour la première fois, au mois de mars. Je suis veuf depuis une dizaine d'années. J'ai donc dû porter le projet familial tout seul depuis ce moment. J'ai une compagne. »

Et d'un point de vue professionnel, votre vie est fortement marquée par l'enseignement ?

« J'ai fait des études d'assistant social et je suis également sociologue du travail. J'ai débuté ma carrière à la FN Herstal, dans le service du personnel. Je me suis rapidement dirigé vers l'enseignement. Tout d'abord dans le secondaire, à l'Institut Saint-Louis de Liège et au Collège du Sartay. En 1989, j'ai rejoint l'Institut Sainte-Croix avec un mi-temps à l'école normale et un en secondaire. Ensuite, en 2000, je deviens directeur du département « économie » de l'ISELL (NDLR : Institut supérieur d'enseignement libre liégeois). Par la suite, j'en ai été le directeur-président durant 5 ans jusqu'à la création de l'HELMo (NDLR : Haute École Libre Mosane) en 2008. J'ai débuté comme secrétaire général, puis directeur-président depuis 2010. J'ai une grande fidélité à l'enseignement. J'ai également été enseignant en promotion sociale durant 20 ans au CAPAES. »

Si vous deviez vous décrire en 3 mots, quels seraient-ils ?

« C'est compliqué d'apporter une réponse soi-même. Mon collègue vice-directeur-président de la HELMo a répondu à cette question en disant : visionnaire, audacieux et humaniste. C'est vrai mais visionnaire est un peu pompeux. Je dirais observateur. Je suis d'abord un institutionnel. Je réfléchis d'abord « institution » avant de réfléchir « personnes ». Je suis toujours resté sur ce même principe : je garde ma ligne. »

Obstiné est également un trait de caractère ?

« Je suis quelqu'un qui doute mais c'est un doute méthodique. Quand on a pris une orientation, il faut montrer à l'équipe qu'on va y arriver. Je passe beaucoup de temps avec les gens. Je reste attaché à l'objectif final sans être buté sur les moyens pour l'atteindre. Rester dans son canevas est la meilleure manière de ne pas être créatif. J'adore trouver les gens qui sont compétents pour le projet. Il y a des leaders qui ont la faiblesse de ne pas s'entourer de gens plus forts qu'eux. Être un leader, c'est coordonner les forces des autres. Ma qualité, c'est celle-là.

Avoir une certaine vision, avoir une certaine audace, mettre les gens ensemble, les faire me poser des questions et leur dire : "Allez-y, prenez le devant de la scène." »

Passons à votre nouvelle aventure au SeGEC. Quelles raisons vous ont poussé à déposer votre candidature pour le poste de secrétaire général ?

« Le point de départ, ce sont des sollicitations de gens que j'apprécie. J'en étais honoré mais je me trouvais un peu vieux pour la fonction. Ma motivation à être candidat, c'est parce que je voulais passer un message, des idées au SeGEC en matière de gouvernance, de types de services qu'on peut rendre aux PO, de rapports aux directions.

Le deuxième facteur chez moi, c'est que l'enseignement est important dans la société autant sur le plan de l'éducation que de la formation. Quand j'ai terminé mes études d'assistant social et que j'ai poursuivi en sociologie du travail, il y avait un examen d'entrée qui portait sur la motivation à continuer des études. J'ai donc dû réfléchir à ce que je voulais faire. Fondamentalement, j'avais envie d'être un acteur social. L'enseignement était un secteur pour y arriver, ça aurait pu être le monde syndical ou patronal. Je pense qu'Étienne Michel avait aussi cette envie d'améliorer la société dans laquelle on vit. »

Les enjeux de société vous passionnent ?

« Ils me motivent. Et derrière ceux-ci, il y a une double problématique. Celle de l'accès à la formation et celle de la formation tout au long de la vie. Je me pose régulièrement la question de l'égalité des chances et fais le constat que l'école n'y apporte qu'une réponse très partielle. »

Pouvez-vous développer ?

« Je pense que tout jeune a le droit d'accéder à la formation. Mais le cadre scolaire n'est pas forcément la bonne réponse pour tous les jeunes. C'est en cela que la question de la réorientation est très importante. J'ai fait un de mes deux mémoires sur la formation en alternance dans l'enseignement professionnel. C'était en 1987, le début des CEFA,

des stages en 6^e et 7^e professionnelles. Je me suis intéressé à cette question car je pense que le carcan de l'école ne correspond pas à chaque jeune. Quand on insiste trop, on dégoûte. Et si on dégoûte, on rejette. Outre la formation en alternance, n'oublions pas qu'on a aussi la promotion sociale qui a une approche différente de la formation en ce compris dans sa méthode d'évaluation. »

L'enseignement pour adultes est, selon vous, une solution ? Une opportunité ?

« C'est clairement une opportunité donnée à des jeunes qui n'ont pas pu faire le parcours classique, de retrouver plus tard l'opportunité de faire une formation. Qu'elle soit d'enseignement secondaire ou supérieur. On

doit regarder l'arsenal de ce qu'on a mis en place pour la formation. L'école est évidemment une réponse fondamentale mais on a bien compris qu'à un moment donné le jeune doit aller vers le lieu de la formation professionnelle. C'est aussi pour cela que je me bats, depuis une vingtaine d'années, pour que l'alternance soit une réalité dans l'enseignement supérieur. L'alternance est un moyen d'apprendre en situation réelle. »

Vous faites un plaidoyer pour la revalorisation de l'enseignement qualifiant et pour davantage de liens entre le monde de l'enseignement et celui de l'entreprise ?

« C'est le cœur de mon message. Ces liens – l'école, l'entreprise, la formation – sont une piste que l'on doit ex-

plorer mais mon discours n'est pas un discours patronal. Je ne défends pas les fédérations d'entreprises qui ont une vision utilitariste du citoyen. Ma vision est de dialoguer avec le monde professionnel et avec le secteur de la formation professionnelle mais la spécificité de l'enseignement est et devra rester éducation et formation. On ne formera pas dans l'enseignement ce qui est demandé par les fédérations d'entreprises de manière aveugle. Ce message est tout autant valable pour l'enseignement en Hautes écoles et en ESA. »

C'est quoi la valeur ajoutée de l'enseignement dans cette vision ?

« On devra toujours avoir comme angle d'attaque la capacité d'apprendre tout au long de la vie. C'est ça la valeur de l'enseignement, tant sur l'aspect de la formation que sur la construction d'une jeune fille, d'un jeune homme à devenir acteur de la société. La mission de l'enseignement obligatoire est de doter le jeune de compétences à la fois intellectuelles et relationnelles. »

En termes de liens avec des acteurs qui ne sont pas stricto-sensu étiquetés « enseignement » et en lien avec vos propos sur la construction du jeune comme un être en relation, il y a également un enjeu au niveau des centres PMS ?

« Je comprends que, pour les CPMS, il est important d'avoir un rôle de tiers entre le jeune et l'environnement scolaire, même s'ils en sont proches. Aujourd'hui, ils sont fortement confrontés aux problèmes de santé mentale des jeunes. C'est une posture intéressante. L'importance des CPMS montre la volonté de prendre le jeune dans sa globalité dans l'enseignement obligatoire.



Alexandre Lodez ©DR



Alexandre Lodez et ses 4 enfants au 70^e anniversaire des scouts de Theux ©DR

Dit autrement, comment augmenter les collaborations opérationnelles et structurelles entre les PO des CPMS et des établissements scolaires ? Ça peut aussi être le rôle des directeurs diocésains. »

Plus globalement quels seront les enjeux pour l'avenir de l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles ?

« Le premier sera de conserver cet équilibre entre éducation et formation. Je trouve que le SeGEC, en disant : "les enjeux d'éducation à la philosophie et à la citoyenneté, nous, on n'en fait pas un cours mais on les met de manière transversale". Moi ça me parle. »

Pour conserver cet équilibre, un autre enjeu sera sans aucun doute la lutte contre la pénurie ?

« C'est un enjeu qui questionne le rôle et la vision de l'école. La pénurie modifie les standards de l'école. Elle doit être capable de se demander pourquoi les autres, dont le monde de l'entreprise, fonctionnent autrement. Pas pour savoir qui a raison mais pour savoir comment l'autre fonctionne. La pénurie remet en cause la formation. La grande question sera : comment garder un taux de qualification professionnelle élevé alors que la réforme de la formation initiale des enseignants forme mieux mais en nombre insuffisant ? Là encore, la promotion sociale aura un rôle à jouer via le CAP (certificat d'aptitudes pédagogiques). »

On parle beaucoup des finances de la FWB.

« Si tant est que l'enveloppe est suffisante, c'est la répartition des moyens qui est en cause. On ne maîtrise pas les moyens que voudra accorder le gouvernement à l'enseignement. Dire que les finances publiques vont bien est manquer de réalisme. La question fondamentale sera donc l'optimisation des ressources. Il me semble que le coût sociétal des écoles affiliées au SeGEC est plus basse que celle des autres réseaux. »

Et au niveau du SeGEC et de l'enseignement catholique ?

« Il y a plusieurs enjeux de taille, en dehors du Pacte d'excellence qu'il ne faut évidemment pas détricoter même s'il faut l'évaluer. Notre grande force, ce sont les 750 PO et les 10.000 bénévoles. Dans le cadre du tronc commun et de l'évolution du qualifiant, le challenge sera de faire se parler les PO. Le faire en

comprenant l'enjeu et en se donnant les moyens en termes d'infrastructures et de pilotage. Vient alors l'enjeu de leur constitution, de leur professionnalisation. Cette question doit faire débat partout si on veut bien faire la distinction entre le rôle du PO et celui de la direction. Cette dernière doit mettre en œuvre les grandes orientations qui sont prises par le PO ; qui n'a pas tous les pouvoirs. Il a un cadre légal. La direction doit être un moteur, être créative dans l'espace qu'on lui donne. Le PO doit être celui qui est au niveau de la vision. C'est de là que viendra la solidarité entre écoles « solides » et celles en difficulté. Non pas à cause de la qualité de la formation mais d'autres causes comme l'éloignement géographique et/ou social. »

Vous auriez un message à faire passer aux PO ?

« Plus que jamais, le SeGEC se doit d'être au service du quotidien des établissements, en amplifiant ce qu'il fait et ce qu'il fait bien. Le SeGEC doit, avec les PO, voir plus loin et se poser la question : "Que voulons-nous être comme enseignement libre catholique dans son ensemble ?" Pas une vision PO par PO mais ensemble. »

Pour conclure, c'est quoi, pour vous, l'enseignement catholique ?

« C'est un vaste espace dans lequel on se préoccupe de l'éducation et de la formation d'élèves, d'étudiants et d'adultes aujourd'hui et tout au long de la vie en ayant en toile de fond le texte « Mission de l'école chrétienne ». Pas uniquement de 3 à 18 ans. » ■



Alexandre Lodez, nouveau secrétaire général du SeGEC ©DR